

DEPARTEMENT DU
LOIRET
ARROND. DE
MONTARGIS
CANTON ET COMMUNE
DE
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 26 février 2025

DATE DE PUBLICATION : 12 mars 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le onze mars, à 18 h 00, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD - Mme PHESOR - M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON – Mme RASAMOELY – M. BA - M. BARAY - Mme MANAÏ-AHMADI - Mme SOW – Mme PATUREAU - M. RENOUF – M. JOLIVET – M. CHRISTODOULOU - Mme LAMA – M. FAURE – M. GUEDJ - Mme DURAND – Mme LOISEAU – M. BALABAN

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- Mme BAYRAM à M. DEMAUMONT
- Mme CAYOUX à Mme SOW
- Mme HENRY à M. BA
- Mme TORRES à M. RAMBAUD
- M. TOUANE à Mme HEUGUES
- Mme PERIERS à M. FAURE
- Mme PRIEUX à Mme LAMA

ABSENTS ET EXCUSES :

- M. KHALID

ABSENTS :

- M. OREN
- M. TAVARES

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme SOW

OBJET :
Espace Marlin – Mise à disposition d'un bureau au
Département pour des permanences de l'Agence
Départementale des Solidarités

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20250314-DEL_2025_0301-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/03/2025

CHALETTE SUR LOING Conseil du 11 mars 2025

OBJET :
Espace Marlin – Mise à disposition d'un bureau au
Département pour des permanences de l'Agence
Départementale des Solidarités

Directeur du pôle : Pascale TRATNJEK

Service : Affaires générales et juridiques

Affaire suivie par : Pascale TRATNJEK

Madame HEUGUES : Dans le cadre du partenariat de la commune de Chalette/Loing et du Département du Loiret en faveur d'actions de proximité afin de rapprocher les services départementaux au plus près de la population, les deux parties se sont rapprochées afin de convenir des modalités d'installation ou de présence ponctuelle d'une permanence locale de l'Agence Départementale des Solidarités.

Pour cela, la commune propose de mettre à disposition un bureau pour l'exercice de permanences médico-sociales de ladite agence.

La mise à disposition est proposée à titre gratuit, précaire et révocable pour une durée d'un an à compter de la première signature et sera tacitement reconduite pour la même durée, dans la limite de 3 années.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- d'approuver la mise à disposition d'un bureau à l'Espace Marlin au Département du Loiret pour les besoins de l'Agence Départementale des Solidarités comme il est dit plus haut et aux conditions énoncées ci-dessus,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant en cas d'empêchement à signer la convention de mise à disposition d'un bureau à titre gratuit.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU l'article L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

ENTENDU les explications du rapporteur,

APRES EN AVOIR DELIBERE

APPROUVE la mise à disposition d'un bureau à l'Espace Marlin au Département du Loiret pour les besoins de l'Agence Départementale des Solidarités comme il est dit plus haut et aux conditions énoncées ci-dessus,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant en cas d'empêchement à signer la convention de mise à disposition d'un bureau à titre gratuit.

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	30	
Votes pour	30	
Votes contre	0	
Abstentions	0	
Ne prend pas part au vote	0	

Le Maire, soussigné,

** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL
et le compte-rendu de la présente délibération ont
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12
du CGCT,*

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet
acte à compter du*

** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de
la date de sa publication.*



Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Franck DEMAUMONT.



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20250314-DEL_2025_0301-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/03/2025